



Syndicat des
professeurs
et professeurs
enseignants
de l'UQAM

Communiqué

24 mai 2023

Fin de la menace de grève d'associations étudiantes pour contrer leur relocalisation

Hier, le 23 mai, une entente est intervenue entre l'administration de l'UQAM et les associations étudiantes des facultés des arts, des sciences humaines et de science politique et de droit au sujet de la relocalisation de leur espace de bureau. La possibilité d'une grève générale illimitée, qui aurait pu gêner la prestation des cours cet été est maintenant écartée.

Voici le texte qui a été rédigé par l'Association facultaire des sciences humaines et qui résume bien l'état de la situation :

Suite à une rencontre de négociation cet après-midi avec le recteur, nous sommes arrivés à une entente quant à notre nouveau local associatif. Il n'y aura donc pas de grève générale illimitée déclenchée cet été.

Ce nouveau local respectera les conditions émises lors de l'adoption du mandat de grève le 18 avril 2023, soit; être au niveau métro, également visible et central pour la population étudiante que le J-M770 actuel et regroupant les associations facultaires des arts (AFÉA), de science politiques et droit (AFESPED) et de sciences humaines (AFESH).

Ce nouveau local d'une même superficie que nos locaux actuels se trouvera aux J-M100 à JM199. La Coop des Arts occupe actuellement cet endroit et a un bail qui vient à échéance en 2025. Or, selon nos informations, elle entend partir dès l'automne 2023, pouvant ainsi permettre le début de travaux pour aménager nos locaux à l'hiver 2024.

Nous remercions les membres ainsi que les nombreuses personnes qui nous ont témoigné leur solidarité au courant de cette lutte. Nous souhaitons faire une mention spéciale aux groupes étudiants et aux syndicats dont le soutien a été plus que précieux.

Le SPPEUQAM, le SEUQAM, le SÉTUE, le SPUQ, qui forment l'intersyndicale de l'UQAM, ont appuyé la lutte des associations étudiantes concernées, entre autres, par l'envoi d'une lettre commune à la direction de l'UQAM, lui signifiant l'urgence de trouver une solution qui puisse répondre adéquatement aux revendications légitimes des associations étudiantes.